

# **LA POLITIQUE AU JOUR LE JOUR**

juin 2006 – novembre 2006

Déjà paru, chez le même éditeur :

*Le dossier Georges Albertini*

*La CGT au Crédit du Nord*

*Jours de colère*

*La politique au jour le jour, volume 1*

*Avec Simon Pietri : De la République à l'État français*

Jean LEVY

**LA POLITIQUE AU JOUR LE JOUR**

juin 2006 – novembre 2006

Chronique quotidienne et critique  
des événements et des médias

Volume 2

L'Harmattan

**© L'Harmattan, 2007**  
**5-7, rue de l'École polytechnique ; 75005 Paris**

<http://www.librairieharmattan.com>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-03023-7  
EAN : 9782296030237

## EN GUISE DE PRÉFACE

Une chronique quotidienne ne s'arrête jamais. Les événements, jour après jour, poursuivent leur ronde infernale. L'actualité ne connaît pas de vacances.

Ce second volume fait donc suite au premier qui s'arrêtait pile, en juin 2006, en pleine Coupe du monde de football.

Cet ouvrage ne vise pas seulement au rappel des faits, ce qui constituerait déjà un éphéméride utile à consulter ultérieurement, un 'pense-bête' qui gommerait l'oubli, tant la rotation des nouvelles est rapide.

Cet aspect des choses va de pair avec la volonté de citer également les commentaires et les positions prises, en temps réel, par les médias : ceux qui sont les miens, la radio, avec France Inter, la télé, essentiellement, Arte et France 2, et surtout la presse écrite, *Le Monde*, le quotidien que je lis régulièrement depuis 1945.

Pourquoi 'surtout' : parce que les articles d'un quotidien sont beaucoup moins éphémères que les flashes d'un Journal télévisé, ou ceux d'un bulletin à la radio. Le regard posé sur le petit écran, l'oreille la plus attentive collée au poste enregistrent davantage *l'impression* que la *réflexion*. La mémoire peut trahir telle image furtive, sur le petit écran, ou tel propos radiophonique. Ces 'instantanés' s'évanouissent rapidement, alors que l'écrit reste. Et ce qui est 'imprimé' peut être transcrit intégralement, en le datant d'une façon précise.

Certes, l'impact de la télé en premier et de la radio pèse lourd dans l'inconscient par '*l'impression*' visuelle ou auditive qu'elles procurent.

Il n'en reste pas moins qu'un journal demeure le document que l'on consulte, avec lequel on peut polémiquer, qui constitue une base de données susceptible d'intéresser les historiens du futur.

Les médias ne sont pas neutres. Le choix des informations qu'ils transmettent, la mise à l'écart des nouvelles qui pourraient contrarier l'orientation qu'ils diffusent, les commentaires qui accompagnent les infos choisies, les images triées, les mensonges suggérés, tout concourt à imposer à l'auditeur, au téléspectateur, au lecteur, une vision préfabriquée de l'événement, au diapason

des intérêts privés. Médias, armement et BTP font bon ménage au sein d'entreprises communes.

Les médias, dans notre pays, sont déterminants pour la conquête des esprits. Cet objectif est, certes, général dans tous les régimes. Mais ce qui semble ailleurs *partisan*, voire *totalitaire*, la pensée unique, se présente en France sous le camouflage d'un '*pluralisme*' affirmé.

Dans notre pays, deux forces politiques se partagent dans le temps et l'espace le pouvoir. L'une et l'autre sont des adeptes de l'économie de marché et de la libre concurrence. Rien d'essentiel donc n'étant mis en cause, l'information peut osciller comme un balancier d'horloge, vers la droite ou vers la gauche, sans rien vraiment changer sur le fond.

Cette sophistication de l'information – un peu de vérité, beaucoup de mensonges et surtout des non-dits – affecte durablement le niveau de connaissance du monde dans lequel on vit. Cette méthode pèse sur les opinions, elle corrompt les sentiments, elle suscite des réactions éloignées de la réalité avec les effets recherchés sur la conscience collective.

Cette chronique vise au contraire à rendre public ce qui est dissimulé, à donner un éclairage différent de l'actualité, à permettre à chacun d'exercer son libre arbitre, à 'libérer' l'information.

# 2006

## JUIN

**N**ous avons, en fin du volume 1, quitté la France en pleine Coupe du monde de football. Le gouvernement et des millions de supporters attendent les dernières rencontres avec une fébrilité digne des événements historiques. Mais l'Histoire n'est pas au rendez-vous...

**VENDREDI 23 JUIN AU JEUDI 29 JUIN**

Ce qui domine cette semaine, c'est l'agression terroriste de l'État d'Israël contre les territoires palestiniens. Des dirigeants du Hamas, des ministres, de nombreux députés et maires sont raflés par l'occupant et embastillés comme '*terroristes*'. La bande de Gaza et la Cisjordanie sont l'objet de raids aériens. Des chars détruisent infrastructures, bâtiments, centrales électriques, sous le prétexte de récupérer un soldat israélien, prisonnier des Palestiniens.

Or, la radio française, le 29 juin, fait état d'une préparation des opérations datant de plusieurs semaines, c'est-à-dire bien avant la capture du soldat hébreu.

Les actions militaires, lancées par Tsahal, ont coïncidé avec l'accord politique signé en commun par le Fatah et le Hamas, sur la base du document élaboré par les prisonniers palestiniens de toutes tendances. Le texte se réfère aux frontières de 1967 pour le futur État palestinien. Ce document est présenté, par nos médias, comme la reconnaissance implicite de l'État d'Israël par le Hamas, jusque-là réticent à cette prise de position.

Des discussions pourraient donc, sur cette base, être envisagées à court terme entre Israéliens et Palestiniens. Cette perspective n'entre pas dans la stratégie de Jérusalem. « *On ne négocie pas avec des 'terroristes' !* », telle est la réponse de Tel-Aviv.

Et de déclencher son offensive, qui viole le droit international.

Mais la France, dans tout cela ?

Pas un seul commentaire, ni du président, ni du premier ministre. Les dirigeants de notre pays vont-ils laisser faire Israël ?

L'ONU, prompte en toutes circonstances à dénoncer tout acte contraire à sa charte, restera-t-elle muette parce qu'il s'agit d'Israël ?

À côté de toutes ces horreurs, l'actualité verse dans les futilités politiques et sportives les plus ridicules. Dominique de Villepin et Jacques Chirac établissent un parallèle entre la victoire espérée de l'équipe de France au *Mundial* et l'avenir radieux de notre pays. Cette comparaison serait risible si elle n'était pas l'expression du niveau zéro de la politique.

Après avoir vitupéré les Bleus au début de la compétition, journaux, radios, télévisions et tous les partis d'une même voix célèbrent sur tous les tons les 'Tricolores' victorieux de l'équipe espagnole, comme les nouveaux héros de notre temps. Ils incarneraient la patrie renaissante. Une débauche de flagornerie à l'égard de Zidane et des autres joueurs, s'étale sur toutes les unes dédiées aux super dieux. Des millions et des millions de téléspectateurs, scotchés au petit écran, cannettes en bandoulière, sont survoltés. Tout est fait pour détourner le bon peuple de ses tourments quotidiens et de ses colères salutaires. Le salaire, la misère, Gaza et la Palestine relégués au vestiaire du match France-B Brésil. Nos politiques peuvent dormir tranquilles durant la Coupe. Du moins, on l'espère en haut lieu.

Autre sujet de commentaires prospectifs, le hit-parade des candidats virtuels à l'élection présidentielle. Nicolas et Ségolène caracolent toujours en tête des sondages, mais des vétérans se préparent : Chirac n'a pas dit son dernier mot. Il se voit mal en retraité. Jospin en a marre de ne plus être en activité. De quoi inquiéter les autres concurrents. Et d'occuper les JT de 20 heures, la une du *Monde* ou du *Figaro*. N'empêche, la cote de popularité est sévère pour le président : 16 % d'opinions favorables ; il est distancé même par son premier ministre de 1 %...

'*La chasse à l'enfant*' devient un objectif politique de première grandeur. Sarkozy n'est plus le seul chasseur. Son projet de loi du 'tout-répression' contre les jeunes est adopté par le Conseil des

ministres. Un seul article n'a pas été retenu : la détection des mineurs 'futurs délinquants', à partir de l'âge de trois ans (dès la maternelle). Mais Nicolas compte bien, selon ses dires, réintroduire l'article dans un autre texte.

Le poème de Prévert est à nouveau d'actualité ! On attendait de l'opposition un cri d'horreur. C'est une réprobation muette qu'on perçoit à peine.

Dans le même temps, les délinquants en col blanc peuvent rafler des milliards en toute impunité. L'argent sale n'a pas d'odeur.

Édouard et Arnaud, patrons vigilants de leurs intérêts personnels, font le ménage dans les journaux qu'ils contrôlent. Édouard de Rothschild, introduit dans le capital de *Libération* par Serge July, vire ce dernier, jugé responsable du trou financier dans lequel s'enfoncé le quotidien. Pas de sentiments en affaire. July, le 'mao' de mai 1968, est remplacé par Philippe Clerget, ancien directeur de *L'Usine nouvelle*. Tout un programme qui ne gêne en rien les salariés de *Libération* qui, à 60 %, ont voté pour la 'cogestion' du quotidien avec le banquier. Des journalistes expriment cependant leur sentiment de 'dépossession'.

Dans un texte signé par certains d'entre eux, dont Florence Aubenas, et publié ce matin par le quotidien, ils considèrent que :

*« L'actionnaire principal nous dit que l'histoire, notre histoire, n'est pas celle que nous avons cru vivre. Nous aurions été spoliés depuis des années, victimes d'une tromperie ».*

Ils croyaient au bon patron... qui a introduit le loup-banquier dans la bergerie !

Arnaud Lagardère, lui, n'a rien à refuser à son ami Nicolas. Or, l'hebdomadaire *Paris Match*, qu'il contrôle, a eu l'impudence de faire sa une avec une photo montrant Cécilia en compagnie d'une personne qui n'était pas son mari. Fureur de Sarkozy qui a prié Arnaud de se séparer immédiatement du directeur de *Paris Match*, Alain Genestar.

Le ministre de l'Intérieur fera campagne, bien sûr, pour la liberté de la presse !

## VENDREDI 30 JUIN

**L**e Monde du 30 juin titre : « Israël-Hamas : l'épreuve de force ». C'est ainsi que ce quotidien écrit l'Histoire. Pas question d'agression militaire contre un État souverain. Pour *Le Monde*, qui épouse la thèse d'Israël, la Palestine n'est pas un État reconnu comme tel.

De plus, son peuple a osé se donner démocratiquement un gouvernement dirigé par le Hamas, qualifié de 'terroriste' par l'État hébreu, et par extension, par l'Union européenne. Donc Israël est dans son droit, même si ce droit est contraire au droit international.

De plus, ce matin, on apprend par la radio que l'aviation a détruit un siège du Fatah.

Le Fatah serait-il devenu une organisation terroriste ?

De Villepin et Borloo annoncent triomphalement que le chômage a encore reculé au mois de mai. Ils prédisent que celui-ci va descendre sous la barre des 9 % pour atteindre les 8 % en fin d'année. Information fallacieuse qui cache la vérité aux Français : les statistiques gouvernementales ne font état que des chômeurs indemnisés, pas de ceux qui ont été radiés par les Assedic. Le 'retour en activité' cache, le plus souvent, des stages sans lendemain, des petits boulots éphémères ou, au mieux, des 'emplois de proximité'. Il paraît que ceux-ci constituent le '*vivier de l'emploi de demain*', le métier d'avenir par excellence pour notre pays. D'autres nations ont choisi de développer leurs industries, de former prioritairement des ingénieurs, des techniciens, des enseignants, des chercheurs, du personnel médical.

En France, l'objectif est de généraliser la notion d'emploi de 'proximité', tel que 'faire traverser la vieille dame' par exemple. Entreprise qui ne craint pas les OPA hostiles, ni les raids étrangers.

Bel avenir glorieux réservé à la France par nos hommes politiques !

# JUILLET

## SAMEDI 1<sup>ER</sup> JUILLET AU LUNDI 3 JUILLET

Ce week-end, l'information est dominée, en France, par la victoire des Bleus sur l'équipe du Brésil – 1 à 0. Des foules, conditionnées par une préparation médiatique forcenée, ont exprimé leur joie délirante dans la rue, comme s'il s'agissait de leur propre victoire.

Et ce matin, les radios et la presse s'empressent de faire basculer cet enthousiasme au profit du gouvernement, baptisé pour cette occasion '*la France*'.

Des commentaires prétendent même que l'intérêt pour le *Mundial* éclipse toutes les préoccupations quotidiennes des Français.

La précarité, les bas salaires, les discriminations, le souci de pouvoir 'boucler' son budget, tout cela serait oublié, au moins pendant la Coupe du monde.

Temps précieux gagné par le pouvoir qui peut poursuivre ses mauvais coups, en cette période d'été.

Serge Klarsfeld a été désigné par Nicolas Sarkozy comme 'médiateur' dans les litiges concernant l'octroi ou non du droit de séjour en France aux enfants d'origine immigrée, selon les critères établis par le ministre de l'Intérieur.

Tout enfant né sur notre territoire était encore, il y a peu d'années, considéré automatiquement comme Français. C'est ce qu'on appelle le 'droit du sol'. Aujourd'hui, l'âge requis pour en faire la demande, a été fixé à 13 ans et encore est-il nécessaire d'en faire explicitement le choix. La bataille administrative à laquelle doivent faire face les dizaines de milliers de familles qui souhaitent posséder des papiers en règle oppose les intéressés aux autorités préfectorales qui devront apprécier le bien-fondé des demandes. On peut être légitimement inquiet de l'interprétation qui sera faite par celles-ci du fait de leur allégeance au ministre. De nombreux citoyens français, parents d'élèves, enseignants, militants progressistes, attachés au droit d'asile, agissent pour empêcher les reconduites aux frontières de nombreux enfants et de leurs parents.

Ils ont créé des réseaux de protection, prêts à se mettre 'hors la loi'. La nomination de Serge Klarsfeld par Sarkozy, comme 'médiateur', vise à contrer cette mobilisation citoyenne. Mais, comme l'avoue l'intéressé, son rôle se limite au stade de vœux pieux et non de décisions. Et sa philosophie en la matière semble très proche des positions de son ministre. De quoi nous inquiéter.

On peut poser la question à Serge Klarsfeld : que pensera-t-il des Français qui s'apprêtent à jouer le rôle de 'justes', en sauvant personnellement des enfants, se mettant de ce fait hors la loi ?

La valse des P-DG a pris une grande ampleur : Noël Forgeard et son homologue allemand sont éliminés de la direction d'EADS. Le premier est remplacé par Louis Gallois, le patron de la SNCF.

Marie-France Idrac remplace ce dernier et cède sa place, à la tête de la RATP, au directeur de cabinet de Dominique de Villepin. On peut mesurer ainsi les liens étroits qui unissent politiques, hauts fonctionnaires et patrons du privé.

Quels motifs ont présidé au limogeage de Noël Forgeard : sanction pour 'délit d'initié' ou incompétence en raison du retard de livraison des A 380 ?

Autre question : combien de millions d'euros va-t-il toucher comme indemnité de licenciement ?

Pas encore de résultats aux élections présidentielles au Mexique. Les sondages 'sortie d'urne' placent les deux candidats à égalité. Le verdict électoral officiel serait rendu mercredi. Washington fait des vœux pour son poulain de droite. La victoire de Andres Manuel Lopez Obrador, son adversaire de gauche, serait ressentie par les États-Unis comme une nouvelle défaite en Amérique latine. Mais Obrador n'est ni Castro, ni Chavez, ni Morales.

En Bolivie, le peuple doit élire une nouvelle Assemblée constituante et approuver ou rejeter un projet de décentralisation des régions pour donner à celles-ci la gestion de leurs richesses naturelles. Ce système, condamné par Evo Morales, priverait l'État de la gestion des sources de matières premières qui appartiennent à la nation. L'enjeu du scrutin, pour le président, c'est aussi de disposer d'une majorité des deux tiers, nécessaire au vote d'une nouvelle

Constitution instituant une démocratie progressiste pour réaliser des réformes fondamentales, sociales et politiques.

## **MARDI 4 JUILLET**

Les discussions, qui ont abouti à désigner la nouvelle direction d'EADS, ont pris en compte les intérêts du groupe allemand Daimler Chrysler et ceux du groupe Lagardère. Airbus aura pour patron un Français pour remplacer l'Allemand, Christian Streiff.

Arte, dans son JT du 3 juillet, exprime sa satisfaction, car '*Streiff est alsacien*', donc quasiment 'cousin germain' de nos voisins d'outre-Rhin. Cela rassure la station franco-allemande ! De plus, et c'est *Le Monde* qui le précise, il dépendra directement du co-président allemand d'EADS, Thomas Enders, et non de Louis Gallois.

Michel Noblecourt analyse dans *Le Monde* daté du 5 juillet la notion de « *l'ordre juste* » prôné par Ségolène Royal. Le journaliste fait sienne la remarque de Jean-Luc Mélenchon qui rappelle que cette formule correspond aux termes employés par Benoît XVI dans une récente encyclique : « *L'ordre juste de la société et de l'État est le devoir essentiel du politique.* »

Noblecourt rappelle aussi que la référence à '*l'ordre*' fut toujours la valeur essentielle des conservateurs face « *au mouvement incarné par les progressistes et les révolutionnaires* » : c'est ainsi que Mac Mahon tentera d'imposer '*l'ordre moral*' et Hitler en appellera à un '*nouvel ordre européen*', formule qui a repris aujourd'hui toute sa valeur.

Pour être honnête, Ségolène ne monopolise pas la vertu de *l'ordre*. Nombre de socialistes s'y sont référés. Jospin, dans son livre *Le monde comme je le vois*, écrit :

« *Il faut donc assumer la valeur de l'ordre, c'est-à-dire du respect des règles* ».

Mais, dans notre société, qui décide des règles ?

En Irak, les morts se comptent par centaines. Des affrontements sanglants se poursuivent quotidiennement entre chiites et sunnites. Qui les commande ? Les Américains en prennent prétexte pour

maintenir leur corps expéditionnaire : « *Si nous partions, cela serait la guerre civile...* »

Le développement de la Chine vient de prendre une dimension nouvelle. Le président Hu Jintao vient d'inaugurer la voie de chemin de fer la plus haute du monde qui culmine à 5 072 mètres. Elle relie Golmud, dans le Qinghaï, à Lhassa, au Tibet, soit un trajet de 1 142 kilomètres qui franchit 2 647 ponts. La construction de l'ouvrage a débuté en 2001. Moins de cinq ans ont suffi pour que le premier train de voyageurs soit opérationnel.

Mais cette réussite, symbolisant la « *modernisation du socialisme* », n'a pas constitué le seul sujet du discours de Hu Jintao : il a fustigé la corruption, appelant les 70 millions de membres du Parti à ne pas :

*« ménager leurs efforts pour combattre la corruption et maintenir le caractère d'avant-garde (de l'organisation). Résistez à la corrosion des idées pourries et négatives comme l'adoration de l'argent, l'hédonisme et l'extrême individualisme ».*

Avec le lancement, cette année, du second vol habité dans l'espace et l'inauguration du spectaculaire barrage des Trois-Gorges, la Chine populaire célèbre fièrement ces réalisations.

### **MERCREDI 5 JUILLET**

**F**rance Inter, ce matin, cite le cas d'un lycéen arrêté dans le cadre de la répression des jeunes ayant participé aux manifestations anti-CPE, et exclu de son lycée à sa sortie de prison. Il s'agit là d'une double peine intolérable infligée par la direction de l'établissement pour des actes extérieurs à la vie scolaire.

Ainsi, petit à petit, s'exerce une répression normalisée, sans publicité, qui s'applique à des militants associatifs, syndicaux, pour leur attitude contraire à l'ordre établi... par ceux qui les sanctionnent.

L'émotion est grande en Israël : des Palestiniens ont osé lancer un engin explosif sur une ville juive située à quelques kilomètres de la

frontière, d'ailleurs sans faire de victimes. L'État hébreu, lui, bombarde quotidiennement des cités de la bande de Gaza et opère systématiquement des assassinats ciblés contre des responsables de la résistance palestinienne coupables d'activités qualifiées de « terroristes ». Expression déjà utilisée par les occupants nazis pour stigmatiser la résistance populaire. Le gouvernement français reprenait, lui aussi, ce terme contre les Algériens combattant pour l'indépendance de leur pays.

Le délire gagne la classe politique dans l'attente du match, en demi-finale, qui oppose ce soir l'équipe de France à celle du Portugal. Le gouvernement joue les supporters des Bleus ; de Villepin part les encourager en Allemagne et assimile une éventuelle victoire française à un événement national de première grandeur, au crédit du pouvoir et de sa politique bien entendu. Certains commentateurs ajoutent même que cela jouerait en faveur de la croissance ! La supercherie atteint des sommets consternants.

Renault-Nissan va-t-il signer un 'accord stratégique' avec General Motors ? Cette étroite association aurait pour but de conquérir le marché américain friand, paraît-il, des petites voitures franco-japonaises. Mais, General Motors n'est plus au temps de sa splendeur et le public semble se désintéresser des 'belles américaines'. L'entreprise licencierait déjà du temps du film de Michael Moore, *Roger et moi*. Aujourd'hui, elle perdrait régulièrement des milliards de dollars. L'opération suscite des inquiétudes à la Bourse et le gouvernement conseille la prudence. Rappelons-nous le désastre financier subi par le Crédit Lyonnais qui voulait également faire fortune outre-Atlantique.

## **JEUDI 6 JUILLET**

L'hystérie médiatique n'a plus de limite. Les Français sont tous condamnés à célébrer la grand-messe – on pourrait dire la kermesse – à la gloire des Bleus qui auraient rendu l'honneur à la France.

Frénésie patriotique et tricolore mise en onde et en scène par ceux qui n'ont de cesse de mettre en cause l'indépendance nationale au

nom sacré de l'Europe. La comédie 'patriotique' et footbalistique sert de dérivatif, à peu de frais, à la relégation de la souveraineté populaire, foulée au pied, en toutes occasions, par le pouvoir. Le défoulement collectif n'est pas le fruit d'un amour du sport en général et du football en particulier. Si ce sentiment animait les foules, celles-ci jugeraient, indépendamment de la nationalité des équipes, la valeur individuelle des joueurs sans y mêler le drapeau et le chauvinisme cocardier. Mais alors ni Chirac, ni Villepin, ni Sarkozy n'y trouveraient leur compte. Par contre, battre « l'Italie » dimanche serait pour « la France » et son équipe, donner au gouvernement un véritable bain de jouvence en ces périodes de sécheresse sociale.

Les chars et les F 16 israéliens poursuivent leur offensive de mort à Gaza sans alarmer les diplomates européennes, celle de la France comprise. L'État hébreu ne peut être critiqué pour sa politique de force par les Occidentaux car ceux-ci occupent indûment l'Afghanistan et l'Irak, ou s'appêtent à crapahuter au Congo une force franco-allemande pour 'surveiller' le scrutin présidentiel. Au nom de la démocratie et de la paix.

Nos chroniqueurs semblent privés d'esprit critique à l'égard des gouvernements qui recourent à l'agression militaire. Par contre, tout est bon pour dénoncer Cuba et son régime, alors qu'aucun événement particulier n'est à signaler dans cette île. Ce qui n'est pas un argument pour France Inter. Ce matin, le journaliste chargé de faire voyager les auditeurs en terre lointaine quittait le domaine touristique pour dénoncer, avec la dernière énergie, le régime communiste de Fidel Castro.

De Guantanamo, toujours à Cuba, mais sous contrôle américain, où des centaines et des centaines de prisonniers, humiliés et torturés, sont détenus sans procès, la journaliste n'a ressenti aucune émotion particulière.

L'anticommunisme de vacance, en somme.

À Paris sont jugés des membres présumés de réseaux 'terroristes', qui ont passé plus de trente mois à Guantanamo. Là, des agents de la DST et de la DGSE, se faisant passer pour des diplomates, les ont interrogés illégalement avant que les autorités américaines